

premier avis que je reçus de ma participation à ce débat me désignait comme proposant de la motion. Je suis très heureux cependant de pouvoir m'effacer pour céder ma place à un député de langue française et, en sa personne, toute la population de langue française de notre Dominion. Je professe la plus grande estime pour cette partie de notre population et il me fait plaisir de reconnaître les droits justes et équitables que lui donne notre coutume parlementaire.

J'apprécie au plus haut point l'honneur que m'a fait le Gouvernement en me choisissant et en associant mon nom à cette motion. Tout en me rendant compte de mon indignité, je veux essayer de m'acquitter de mon devoir en y mettant le meilleur de moi-même, persuadé déjà que les deux côtés de la Chambre voudront bien m'écouter avec indulgence. Je suis fier d'être le représentant de Grey-Nord et de pouvoir, à ce titre, reporter sur ma circonscription tout l'honneur qui peut rejaillir du fait que, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, on a confié à un représentant de cette circonscription la mission d'appuyer l'adresse en réponse au discours du trône.

Bien que les traditions d'aucun des deux partis ne soient pas encore bien implantées dans notre circonscription, Grey-Nord a fourni aux deux Chambres un bon nombre de représentants intègres et éclairés dans les deux partis. La circonscription que je représente a à cœur le bien-être, non seulement, de Grey-Nord, mais encore celui du pays tout entier. Elle a fourni des hommes et des femmes qui ont travaillé à assurer, par tout le Canada et notamment dans les provinces de l'Ouest, le développement de l'agriculture, de l'industrie, de la marine et du commerce. Je partage avec l'honorable député de Grey-Sud-Est (Mlle Macphail) l'honneur de représenter une circonscription qui est, à plusieurs titres, un des principaux comtés agricoles de la province de l'Ontario.

Je suis fier également de pouvoir, au même titre, représenter les cultivateurs de ce Dominion car, malgré cette période de fléchissement que nous ressentons vivement, à l'heure actuelle, nous ne désespérons pas. Nous savons tous qu'en dépit de ce que nous réserve l'avenir, l'agriculture restera toujours l'industrie fondamentale du Canada. Je suis heureux d'avoir été choisi à titre d'agriculteur; cela me prouve, comme aux citoyens de ce Dominion, que les agriculteurs seront traités justement par le Gouvernement actuel.

Monsieur l'Orateur, on nous a conviés au moment où une grande crise économique sévit dans tout l'univers. Puissions-nous dans l'exercice de nos fonctions ne jamais oublier les

privations qu'endurent particulièrement nos classes ouvrière et agricole; puissions-nous avoir à cœur le bien de nos concitoyens et en particulier de ceux qui, actuellement souffrent de la crise économique; souhaitons que le Canada, grâce à une saine législation et une bonne administration, puisse recouvrer la prospérité à laquelle a droit un pays aussi riche en ressources naturelles. Nous croyons que certaines mesures législatives peuvent avoir l'effet désiré; nous croyons que dans un pays qui, comme le Canada, est riche en ressources agricoles, minérales, industrielles, en moyens de transport et en forces hydrauliques, il ne devrait pas y avoir le marasme qui y existe aujourd'hui.

Afin de corriger promptement et efficacement la situation, le Gouvernement a convoqué une session parlementaire d'urgence en septembre dernier, au cours de laquelle ont été adoptées certaines mesures douanières, propres, suivant nous, à améliorer l'état de choses. C'était là non seulement faire renaître la politique nationale historique de sir John A. Macdonald; c'était la réaliser. Jamais durant l'existence du grand premier ministre conservateur, la protection n'avait été soumise à une expérience aussi complète qu'elle le fut en septembre dernier. Cela a eu pour effet de ranimer l'industrie. Plusieurs usines qui avaient fermé leurs portes ont recommencé à fabriquer et plusieurs autres qui ne fonctionnaient qu'une partie du temps marchent maintenant à plein rendement. Le fait que beaucoup de gens, devenus incapables d'acheter, ont récupéré leur faculté d'achat a eu sa répercussion sur l'industrie; celle-ci se ressent non seulement de l'élan que lui a donné l'élimination de la concurrence étrangère, mais aussi du regain d'activité dû à l'augmentation du pouvoir d'achat de l'ouvrier canadien. Cela a été accompli sans hausser les prix que doivent payer les consommateurs, fait sans précédent dans l'histoire du Canada. Mais ce qui nous donne le plus d'espoir, c'est que les chefs d'industrie, aussi bien en dedans qu'en dehors du Canada, ont confiance dans le Gouvernement actuel comme étant un gouvernement efficace, stable et protecteur. Ne craignant pas de changements subits dans la politique fiscale du pays, ils se proposent d'ériger de nouvelles usines et d'agrandir celles qui existent déjà.

La loi d'aide aux chômeurs, adoptée en septembre dernier, a grandement contribué à atténuer les privations dont souffraient beaucoup de familles; tout en étant provisoire, cette mesure a atteint son objectif, pour le plus grand bien de milliers de Canadiens d'un océan à l'autre.